

De : [Rioux, Me Marie-Claude](#)
À : [Plourde-Duchaine, Catherine](#)
Objet : TR: PL 7, les suites
Date : vendredi 28 novembre 2025 10:17:20
Pièces jointes : [image001.jpg](#)
[image002.png](#)
[image003.png](#)
[image004.png](#)

Me Marie-Claude Rioux
Présidente

Commission de la fonction publique

800, place D'Youville, 7e étage
Québec (Québec) G1R 3P4
Téléphone : 418-643-1425, poste 331
Sans frais : 1 800 432-0432
www.cfp.gouv.qc.ca



Avis de confidentialité

Le présent courriel peut contenir des renseignements confidentiels et ne s'adresse qu'à la personne destinataire dont le nom figure ci-dessus. Si ce courriel vous est parvenu par mégarde, veuillez nous en aviser et le supprimer. Merci.

De : Rioux, Me Marie-Claude <Marie-claude.rioux@cfp.gouv.qc.ca>

Envoyé : jeudi 6 novembre 2025 09:39

À : Effectif de la CFP <EffectifDeLaCFP@cfp.gouv.qc.ca>

Objet : PL 7, les suites



Bonjour à tous,

Une fois le choc passé, nous sommes en action.

Première des choses, contrairement à ce que semble affirmer Mme Duranceau, la CFP n'a pas été avisée ni consultée sur le projet de Loi. Je l'ai lu, pour la première fois, lors de son dépôt hier matin, tout juste avant notre réunion.

Comme je vous l'ai mentionné hier, nous ne pouvons présumer de l'adoption du projet de loi, mais nous allons préparer un mémoire pour la Commission parlementaire.

Tribunal et greffe

Étant donné que le vent de face souffle fort, dans notre mémoire, nous allons appuyer le transfert du tribunal et du greffe vers le TAT et nous allons proposer des mesures d'harmonisation.

J'ai parlé à la présidente du TAT. Elle non plus n'a pas été consultée ni avisée du projet de loi.

Cela dit, Mme Beaudin accueillera avec bienveillance les employés du Tribunal et du greffe si le projet de loi est adopté. Elle manque d'effectifs, elle est donc ouverte pour d'autres profils. On s'en reparlera.

Pour toutes les autres activités de la Commission

Pour tout le reste, activités et personnel, nous allons proposer le transfert vers le Protecteur du citoyen.

Je suis déjà en discussion avec Le Protecteur du citoyen à ce sujet. Les enquêtes ne doivent pas aller au TAT. Le projet de loi enlève les pouvoirs de commission d'enquête aux enquêteurs. C'est un recul. Il y a aussi d'autres problèmes concrets. Nous expliquerons le tout dans le mémoire. Selon nous, les enquêtes et les activités de surveillance doivent demeurer ensemble et être transférées à un organisme indépendant, soit le Protecteur du citoyen.

L'Intention du législateur de réduire le nombre d'organismes sera ainsi respectée et un chien de garde sera encore présent.

Pour la suite des choses, je vais vous tenir informée avec toute la transparence possible.

Dès que notre projet de mémoire sera prêt, vous en aurez copie avant son dépôt.

MClaude

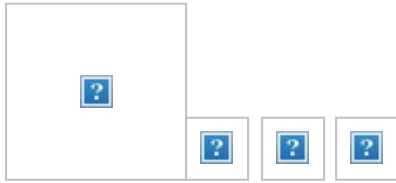
Me Marie-Claude Rioux
Présidente

Commission de la fonction publique
800, place D'Youville, 7e étage
Québec (Québec) G1R 3P4

Téléphone : 418-643-1425, poste 331

Sans frais : 1 800 432-0432

www.cfp.gouv.qc.ca



Avis de confidentialité

Le présent courriel peut contenir des renseignements confidentiels et ne s'adresse qu'à la personne destinataire dont le nom figure ci-dessus. Si ce courriel vous est parvenu par mégarde, veuillez nous en aviser et le supprimer. Merci.